

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2212>



# En guerre sociale

- Actualités -



Date de mise en ligne : vendredi 24 juin 2016

---

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

---

22 juin... Et la situation n'évolue guère dans le paysage social français. Quatre mois de mobilisation contre le projet de loi « travail », quatre mois de grèves, de manifestations, de protestations, de blocages, d'initiatives diverses et variées comme Nuit Debout ou la votation citoyenne... Et le Président comme le Premier ministre, chefs de file des défenseurs du projet de loi, sont toujours droit dans leurs bottes.

Pourtant, rien n'y fait. Malgré les campagnes de désinformation, malgré l'utilisation d'arguties liées aux conséquences des inondations ou à la tenue de l'Euro de football, malgré l'utilisation de la force publique et les violences policières à des niveaux inégalés depuis des années, l'opposition est toujours aussi forte contre ce projet : les sondages se suivent et, de semaines en semaines, donnent toujours à peu de chose près les mêmes résultats. 22 juin... Et la sortie du conflit n'est toujours pas au bout du tunnel.

Ce mouvement nous donne cependant déjà quelques pistes d'analyse et des raisons d'espérer après des années de disette.

Mouvement symptomatique d'une repolitisation d'une partie de la jeunesse et des salarié-es, certainement.

Mouvement prometteur quant à la capacité à retisser du lien entre la jeunesse et le mouvement ouvrier, on peut l'imaginer.

Mouvement révélateur d'une société française qui reste attachée aux acquis sociaux et à un modèle de société refusant le libéralisme, refusant une économie mondialisée dont les diktats imposés par l'Union Européenne mettent à mal les droits des salarié-es, c'est presque certain !

L'Union Européenne, parlons-en ! Cela branle de tous les côtés. A tel point qu'on se demande si elle existe encore ou si elle peut continuer à exister ainsi :

référendum pour le Brexit en Grande-Bretagne qui, outre qu'il acte pour la première fois dans l'histoire de l'UE le départ d'un pays, apparaît d'ores et déjà comme un revers pour les autres gouvernements européens...

situation électrique en Espagne où les sondages donnent Unidos Podemos à 25 %, devant le PSOE et juste derrière le PP pour les élections législatives du 26 juin...

politique désastreuse quand à la situation des migrants, fermeture des frontières, exacerbation de climats xénophobes,...

Pendant ce temps-là, le « Chef » du gouvernement français, monté sur ses ergots, fait de la surenchère dans la mise à mal des droits démocratiques, préférant le maniement du 49-3 et des politiques répressives et policières à l'exercice de la démocratie sociale et politique, pensant mettre un terme au mouvement social par l'interdiction pure et simple de manifester.

Un gouvernement qui utilise de telles armes, dont le seul précédent remonte à 1962 quand le sinistre préfet de police d'alors, Maurice Papon, avait interdit une manifestation syndicale contre la guerre d'Algérie avec 9 syndicalistes tués, ne fait que dévoiler encore plus clairement sa faiblesse et son impuissance.

Gageons que les suites de la mobilisation sauront montrer la force et la détermination du mouvement syndical ! Gageons que le dynamisme des citoyen-es partout sur le territoire et l'unité syndicale quelque peu inédite de ce mouvement permettent d'aller au bout de la bataille pour préserver les droits des salarié-es en cette année anniversaire du Front Populaire. ĩ

**Judith Fouillard**